



LE FESTIVAL FOLK DE TERRE-NEUVE-ET-LABRADOR
ET *Le Gaboteur* NAVIGUENT ENSEMBLE EN 2019

Laissez-Passer à Gagner pour nos Abonnés.E.S

En vous abonnant ou vous réabonnant au *Gaboteur*, courez la chance de gagner une paire de laissez-passer pour toute la durée du festival, du 9 au 11 août 2019. Tirage le 24 juin 2019.

Pour en savoir plus, visitez le www.gaboteur.ca



Le Gaboteur

www.gaboteur.ca

CONVENTION DU SERVICE POSTE-PUBLICATIONS 40050438

VOL. 35 | N° 17

3 juin 2019

2 \$ (taxes comprises)

AUX FOURNEAUX POUR LES PETITS CUISTOTS

Enfants et adultes cuisinent ensemble aux Grands-Vents

16



Photo : Jacinthe Tremblay

Le Gaboteur

Terre-Neuve et le Labrador

Au fil des jours

En français

Depuis 1984



www.gaboteur.ca/abonnements

ABONNEMENT
D'UN AN
20 numéros

versions papier et numérique

29 \$
+ taxes

numérique seulement

19 \$
+ taxes

Rafale FM renonce à sa licence

3

Forêt de plastique entre océan et dépotoir

8

Petit Gaboteur – Le papier et la bouteille

11

PÉNURIE NATIONALE D'ENSEIGNANTS

62,6 millions de dollars pour le français langue première et l'immersion

Lors d'une conférence bilingue à l'Université Simon Fraser (SFU) de Vancouver le 13 mai, la ministre des Langues officielles Mélanie Joly a annoncé une stratégie nationale de recrutement et de rétention des enseignants francophones qui inclut une enveloppe de 62,6 millions de dollars.

Lucas Pilleri
Francopresse

Les fonds seront investis sur quatre ans et serviront à financer des projets de recrutement et de rétention d'enseignants de français. Interrogée par Francopresse, la ministre fédérale du Tourisme, des Langues officielles et de la Francophonie a réitéré l'urgence d'enrayer la pénurie: «Il n'y a pas assez de professeurs de français. La demande est plus grande que l'offre.»

Au-delà de l'embauche, la rétention demeure un défi. «C'est une carrière magnifique, mais il faut en être en mesure de recruter des enseignants qui vont rester enseignants. Ce n'est pas juste du

recrutement, c'est du maintien», perçoit-elle, dans un contexte où les taux d'abandon des professeurs augmentent.

Les fonds financeront les projets

Les fonds financeront les projets des provinces à hauteur de 50 % et ceux des organismes communautaires à 100 %.

des provinces à hauteur de 50 % et ceux des organismes communautaires à 100%. «Ce ne sont pas toutes les provinces qui sont sympathiques à la cause du français. Aujourd'hui, on a appris malheureusement que Doug

Ford a décidé de couper le transport scolaire pour les enfants qui vont à l'immersion en français. Dans ces circonstances, on veut s'assurer de soutenir directement les communautés lorsque les gou-

vernements les laissent tomber», a confié en aparté la ministre.

Objectif bilinguisme

Mélanie Joly a rappelé que la Colombie-Britannique comptait

70000 francophones et 300000 bilingues, tout en saluant le dynamisme de la communauté locale. «Pour vivre en français en situation minoritaire, il faut du courage, de la résilience, et surtout des institutions fortes. SFU en est une.» La ministre des Langues officielles a ainsi accordé 3 millions de dollars à l'institution afin de former de futurs enseignants «qui aideront à propager le fait français partout à travers le pays».

La ministre a jugé «inacceptable» la situation actuelle de listes d'attente pour les inscriptions en écoles francophones et d'immersion. «Devenir un citoyen bilingue ne devrait pas être le résultat d'une loterie», a-t-elle déclaré.

Questionnée après son allocu-

tion sur le sujet, la ministre a renouvelé sa volonté: «On ne veut pas tomber dans un bilinguisme territorial. On veut se retrouver avec des citoyens qui sont en mesure de parler le français et l'anglais partout à travers le pays.» Un défi à l'heure où le taux de bilinguisme des anglophones hors Québec stagne, inférieur à 7% d'après Statistiques Canada. La somme annoncée aidera d'ailleurs aussi à financer une table de concertation nationale sur le français langue seconde.

La première moitié des 62,6 millions sera consacrée au système francophone, et la seconde à l'immersion. Le gouvernement fédéral invite d'ores et déjà les parties prenantes à soumettre leurs projets.

Nombreux postes à combler au CSFP

Douze postes d'enseignant et trois chaises de direction d'école sont à combler au Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP) pour la rentrée de septembre prochain.

Marilynn Guay Racicot

La Stratégie de recrutement et de rétention d'enseignants pour les écoles de langue française en situation minoritaire de Patrimoine canadien arrive à point. Trois mois avant la rentrée scolaire 2019, le CSFP doit redoubler d'efforts pour recruter des enseignants francophones dans ses six écoles de Terre-Neuve et du Labrador. Le quart des postes est actuellement à pourvoir.

La première période d'affichage s'est terminée le 23 mai dernier. Au moment d'écrire ces lignes, seuls les postes de direction d'école aux Grands-Vents (St. John's) et d'enseignant à Boréale (Happy Valley-Goose Bay) étaient encore annoncés sur le site Web du CSFP. «Une première ronde d'entrevues aura lieu et les postes non comblés seront affichés de nouveau», précise la directrice générale du CSFP Kim Christianson, qui s'est dit confiante de trouver du personnel qualifié d'ici la rentrée de 2019.

Les efforts se poursuivent

Rejointe au téléphone à Ottawa où elle participait au Symposium sur le 50^e anniversaire de l'adoption de la Loi sur les langues officielles, madame Christianson souligne que le CSFP a été très actif au cours des derniers mois pour recruter des enseignants francophones en affichant pré-



Photo : Marilynn Guay Racicot / Archives Le Gaboteur

Kim Christianson

sent à diverses foires d'emploi au Canada et en Europe. Cependant, ces démarches tardent à se concrétiser en postes comblés.

Pour l'année 2019, 20000\$ étaient prévus au budget pour le recrutement et la rétention des enseignants. Or, au 31 mars 2019, 25687\$, soit un peu plus du double que le budget total de l'an dernier, avaient déjà été dépensés pour les démarches visant à combler les postes vacants.

En plus de la pénurie d'enseignants qui affecte tous les conseils scolaires francophones du pays, le CSFP fait face à d'autres embûches qui peuvent freiner certaines candidatures. Madame Christianson cite l'éloignement de Terre-Neuve et du Labrador,

les conditions salariales qui y sont les moins intéressantes de toutes les provinces de l'Atlantique et les défis que représentent les classes multinationales. La méconnaissance des communautés francophones et des services offerts en français dans la province peut aussi jouer en défaveur du conseil scolaire francophone, croit-elle.

S'ajoutent également les postes vacants au district scolaire anglophone (NLESD) de Terre-Neuve-et-Labrador dans les programmes d'immersion et de français de base.

Les postes non comblés en cours d'année nuisent également à la rétention du personnel en poste. En septembre dernier, le CSFP a commencé l'année scolaire avec

un déficit de quatre enseignants, d'une direction d'école et d'un spécialiste en mathématiques. À quelques semaines de la fin de l'année scolaire actuelle, ce dernier poste n'avait pas trouvé preneur, tout comme celui d'enseignant à l'école Boréale de Happy Valley-Goose Bay.

Aide fédérale pour élaborer une stratégie

Comment le CSFP entend-il surmonter ces obstacles? «Nous n'avons pas encore élaboré de stratégie spécifique, mais ça s'en vient», précise Kim Christianson. Elle lance quelques pistes, dont celle de travailler en synergie avec les groupes francophones de la province afin d'attirer les travailleurs francophones et «de démontrer qu'ils peuvent vivre en français ici».

«Cette nouvelle enveloppe [de Patrimoine canadien] dédiée au recrutement et à la rétention va peut-être nous permettre de travailler davantage en collaboration avec les organismes francophones», dit-elle. «L'argent pourrait aussi servir à offrir une prime de voyage aux familles qui décident de s'installer ici pour retourner dans leur région d'origine quelques fois par année», avance-t-elle également.

«Il faudrait aussi trouver une façon de former nos jeunes franco-terre-neuviens-et-labra-

doriens ou de les encourager à suivre les formations en éducation pour pouvoir les garder chez-nous», souhaite-t-elle.

À ce chapitre, le développement de partenariats avec d'autres facultés d'éducation ailleurs au pays est dans les cartons du CSFP. Cette avenue permettrait aux étudiants de suivre la formation à distance à partir de Terre-Neuve-et-Labrador et de réaliser leurs stages dans l'une des six écoles de la province. Ce cheminement faciliterait aussi la certification, qui pose souvent problème dans le processus d'embauche d'enseignants diplômés dans d'autres provinces, estime Kim Christianson.

Le CSFP a jusqu'au 11 juin pour déposer une demande de financement supplémentaire à Patrimoine canadien pour le recrutement et le maintien en poste d'enseignants francophones à Terre-Neuve-et-Labrador. «Nous avons demandé aux directions d'école de consulter leurs équipes et de nous soumettre leurs idées pour recruter et garder le personnel enseignant», dit Kim Christianson.

Pour pouvoir profiter de cette nouvelle aide gouvernementale, le CSFP doit faire équipe avec le ministère de l'Éducation de la province. Le CSFP a déjà fait appel à ce dernier et attendait de recevoir la confirmation de l'appui au moment d'écrire ces lignes.

AVIS D'UN EXPERT EN GOUVERNANCE

Rafale FM entache la crédibilité des autres organismes francophones

« Ce qui se passe avec Rafale FM entache indirectement la crédibilité des autres organismes francophones de Terre-Neuve-et-Labrador. Ses enjeux sont beaucoup plus larges que Rafale FM : ils touchent la francophonie organisationnelle de tout le pays », a soutenu l'expert en gouvernance communautaire Rémi Léger, dans une entrevue exclusive avec Le Gaboteur.

Jacinthe Tremblay

Rémi Léger est professeur de sciences politiques à l'Université Simon Fraser, en Colombie-Britannique. Il est aussi le directeur de la revue *Francophonies d'Amérique*, le responsable du comité de recherche sur les politiques des langues au sein de l'Association internationale de science politique et chercheur associé à la Chaire de recherche sur la francophonie et les politiques publiques à l'Université d'Ottawa.

« Je m'intéresse à la reconnaissance et au pouvoir d'agir des minorités linguistiques ainsi qu'à la gouvernance publique et communautaire. Je suis notamment spécialiste des minorités francophones à l'extérieur du Québec et des politiques linguistiques canadiennes », explique sur son site Web personnel ce natif de Cocagne, sur le littoral acadien.

Rejoint au téléphone à ses bureaux de Vancouver pour apporter un éclairage sur la gouvernance de Radio communautaire du Labrador, l'organisme qui pilote Rafale FM, monsieur Léger était déjà au fait des révélations entourant ses activités contenues dans les reportages diffusés sur le réseau national de Radio-Canada et en Acadie ainsi que dans *Le Gaboteur* depuis avril dernier.

« Le fonctionnement de Rafale



Photo : Courtoisie de Rémi Léger

L'expert en gouvernance acadien Rémi Léger.

FM est-il normal?», avons-nous d'abord demandé au professeur Léger. « Rien de ce qui entoure cette radio est normal », a-t-il répondu du tac au tac.

Une coquille vide?

Même s'il s'agit d'évidences, cet expert en gouvernance a tenu à rappeler la formule standard de fonctionnement des organismes communautaires. « Ils ont un membership qui tient, une fois par année, une assemblée générale, qui élit un conseil d'administration. Ce conseil embauche une direction générale, qui lui rend des comptes. Ce conseil rend à son tour des comptes aux membres en lors des assemblées générales annuelles », a-t-il résumé.

Rémi Léger a aussi tenu à rappeler que les organismes communautaires sont non seulement redevables à leurs bailleurs de fonds, publics ou privés, mais qu'ils sont également redevables à la communauté. « Tout indique que depuis 2013, Rafale FM n'est pas un organisme communautaire. Si des AGA ont eu lieu, la communauté n'en a aucune trace. Tout ça donne l'impression qu'on a affaire à une coquille vide », a-t-il également observé.

Le recours à une direction générale bénévole est un autre élément du fonctionnement de Rafale FM qui a fait sursauter monsieur Léger. « Quand un organisme n'a plus de fonds pour embaucher du personnel, c'est le

conseil d'administration qui fait le travail. Et si le CA constate qu'il n'y a plus de fonds pour réaliser son mandat, il ferme la porte de l'organisme. »

Réactions normales

Rafale FM a encaissé des revenus publicitaires alors que ni sa station CJMR-FM de Labrador City ni l'émetteur de St. John's ne diffusait du son. Voilà la révélation principale des reportages de Radio-Canada et du *Gaboteur* diffusés en avril dernier, preuves à l'appui. Dans sa lettre du 22 mai au CRTC (voir article ci-dessous), Rafale FM semble reconnaître qu'une telle pratique a eu cours après que CJMR ait cessé d'être en ondes, « en juillet 2018 », établit sa direction, tout en précisant « qu'il n'a jamais été question de mauvaise foi de la part de CJMR-FM », toujours selon sa direction.

Rafale FM est loin d'être le seul organisme francophone du pays ayant fait l'objet de reportages contenant des révélations troublantes. Ainsi, des allégations de mauvaise gestion des fonds publics ou de comportements inacceptables, comme du harcèlement, ont fait les manchettes dans d'autres provinces, notamment en Alberta et en Saskatchewan. « Dans ces cas, des francophones se sont levés debout et ont pris la parole pour dire "Non!" », a noté le professeur en sciences politiques.

Rémi Léger a aussi donné en exemple le cas récent de l'organisme ontarien La passerelle, financé par Ottawa et Queens Park, passé sous le couperet du *Toronto Star*. « La Passerelle, via son avocat, a fait une déclaration publique niant les allégations de mauvaise gestion des fonds publics. Ça, c'est une réaction normale. On nie ou on conteste ou on s'excuse. Bref, on réagit publiquement », a insisté le professeur Léger.

Dans d'autres provinces, lorsqu'une petite organisation comme Rafale FM est confrontée à des critiques médiatisées, il arrive aussi que l'organisme porte-parole provincial lui vienne en aide, a aussi rappelé l'expert en gouvernance. Or, ici, cet organisme, la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador, a comme directeur général salarié nul autre que... le directeur général bénévole de Rafale FM, Gaël Corbiveau.

Briser le silence

Selon Rémi Léger, le silence qui entoure Rafale FM dans la province et ailleurs dans la francophonie organisationnelle du pays empire la situation. « Ça donne l'impression qu'il y a des choses à cacher. Si ce n'est pas le cas, expliquez-vous! Parlez! Les autres organismes ont intérêt à briser le silence parce que cette situation peut avoir des conséquences pour eux », a-t-il conclu.

HORS D'ONDE DEPUIS JUILLET 2018, SELON SA DIRECTION

Rafale FM renonce à sa licence du CRTC

Jacinthe Tremblay

Dans une lettre adressée au Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) le 22 mai, Rafale FM affirme que la radio n'est plus en ondes depuis juillet 2018. Sa direction demande par ailleurs de mettre fin au processus en cours de renouvellement de sa licence.

Cette missive, simplement signée « La direction », constitue la réponse de Rafale FM à des demandes de renseignements sur ses activités formulées par le CRTC le 15 mai dernier. « Le personnel du Conseil a été informé que CJMR-FM Labrador City et son émetteur CKIJ-FM St. John's seraient présentement

hors d'ondes », écrivait Anne Brodeur, l'analyste au dossier, avant de faire la liste des renseignements nécessaires à la poursuite de la demande de renouvellement de sa licence déposée par Rafale FM en décembre 2018 et devant entrer en vigueur le 31 août prochain.

Hors d'ondes depuis juillet 2018

Le CRTC voulait d'abord savoir si la station est ou non en ondes et, dans le deuxième cas, à partir de quelle date et dans quelles circonstances elle a cessé de l'être. « CJMR-FM est hors d'ondes depuis le mois de juillet 2018, moment où son serveur de mise en ondes a cessé de fonctionner », a répondu Rafale FM. « CJMR-FM espérait à l'époque, et pendant quelques [sic] temps, pouvoir remédier à ce

problème. Toutefois, faute de ressources humaines et financières, la situation a perduré plus longtemps que voulu. »

Le CRTC demandait aussi le plan de relance de la station et la date prévue de remise en ondes. « CJMR constate qu'il lui est impossible de remédier à la situation et doit donc abandonner sa demande de renouvellement de sa licence », a répondu Rafale FM.

Madame Brodeur voulait de plus savoir si la station a eu d'autres périodes de silence depuis le début de sa licence actuelle, en 2014. Cette question est demeurée sans réponse, sa direction laissant donc entendre au CRTC que CJMR-FM a été en ondes sans interruption entre 2014 et juillet 2018.

Enfin, le CRTC demandait, dans le cas d'interruptions pendant cette période, la justification des revenus de vente de publicités nationales identifiés dans les rapports annuels déposés au Conseil pour les années de radiodiffusion 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Dans la mesure où Rafale FM a écrit être hors d'ondes seulement à partir de juillet 2018, sa lettre du 22 mai au CRTC passe ce sujet sous silence.

Pas de mauvaise foi

Rafale FM a toutefois conclu sa lettre de la manière suivante : « Il n'a jamais été question de mauvaise foi de la part de CJMR-FM, qui n'accepte plus de paiement publicitaire depuis quelques [sic] temps et qui est

présentement en discussion avec ses créanciers. »

Cette lettre du 22 mai marque donc la fin du projet Rafale FM, porté par la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du Labrador (FFTNL) entre les années 2009-2010 et 2011-2012 et dans lequel les gouvernements du Canada et de la province ont injecté plus de 600 000 \$.

À compter de 2013, la direction générale de l'organisme Radio communautaire du Labrador Inc, qui chapeautait Rafale FM, était assumée par Gaël Corbiveau, le directeur général de la FFTNL. Ce dernier a toujours insisté pour rappeler qu'il occupait ses fonctions à Rafale FM bénévolement.

ÉDITORIAL

De la tolérance à l'incertitude

J'ai un jour travaillé dans une énorme entreprise où la majorité de mes collègues disaient que la principale compétence requise pour y survivre était la tolérance à l'incertitude. C'était à peine une blague. Ces jours-ci, cette compétence est fort utile à Terre-Neuve-et-Labrador, car l'incertitude y règne, sur plusieurs fronts.

Incertitudes post-électorales

Au moment d'écrire ces lignes, on ne sait toujours pas si le gouvernement de la province sera

rigera la province avant que nous retournions aux urnes.

Et qu'importe la durée de vie utile du gouvernement actuel ou le parti qui prendra le relais, il est clair que les deux formations politiques les plus susceptibles d'être portées au pouvoir – les libéraux et les conservateurs – ne sont pas en mesure d'établir avec certitude la hauteur des tarifs d'électricité après la mise en service de Muskrat Falls. Pas plus qu'elles n'ont établi avec rigueur combien d'impôts devront être prélevés ou de services publics

la construction d'une nouvelle école francophone pour la région de St. John's, prête à accueillir des élèves en septembre 2022, à Galway.

Avant de déclencher des élections, le gouvernement Ball avait prévu la somme de 2,8 millions de dollars pour poursuivre les études sur ce projet cette année. Or, ces millions étaient inscrits dans un budget qui n'avait pas été adopté avant le scrutin général. Ce budget (ou une version modifiée, qui sait?) sera soumis au vote d'une députation au sein

une partie de ses espaces, c'est-à-dire ceux qui devraient aussi être utilisés par la communauté, tels un gymnase, un théâtre et des locaux pour la petite enfance.

Or, nous sommes à quelques mois d'élections fédérales dont l'issue est incertaine... Pour cette raison encore, la tolérance à l'incertitude est un atout.

Les mauvais tours de la tolérance

Si la tolérance à l'incertitude permet de réduire le stress, elle peut aussi jouer de bien mauvais tours. Il est de ces enjeux qui nécessitent un plan de match clair et quelques certitudes. La diversification économique de la province en fait partie, tout comme la sauvegarde des services publics. À trop tolérer l'incertitude, en pareils cas, on en arrive, de fait, à tolérer l'intolérable.

Dans cette province, nous n'avons d'autre choix que de tolérer l'incertitude du jour d'arrivée du printemps. Ce n'est pas une raison pour accepter d'être menés dans un bateau dont nous ignorons la destination.

Jacinthe Tremblay

Si la tolérance à l'incertitude permet de réduire le stress, elle peut aussi jouer de bien mauvais tours.

majoritaire ou minoritaire, à cause du recomptage des votes de la circonscription de Labrador, où cinq voix séparent le néo-démocrate Jason du libéral et ancien ministre Letto.

Si ce recomptage confirme que les libéraux seront minoritaires, bien difficile de prévoir combien de temps leur gouvernement di-

coupés pour payer ce projet hydroélectrique.

Incertitudes scolaires

Plus près de nous, une autre incertitude a été créée par les incertitudes précédentes: c'est le sort qui sera réservé par ce gouvernement récemment élu à la revendication du CSFP de

de laquelle les conservateurs, les néo-démocrates et les indépendants pourraient bien se retrouver avec le réel pouvoir de décision.

L'ouverture d'une deuxième école francophone neuve dans la région de la capitale dépendra aussi de l'engagement du gouvernement du Canada de financer

LETTRE OUVERTE

Hommage à Simon Lono, décédé le 24 mai

J'aimerais attirer votre attention au décès de Simon Lono, survenu le 24 mai dernier, à l'âge de 56 ans. Simon était l'un des trois courageux francophones qui s'étaient portés volontaires pour plaider la cause juridique qui entraîna après plusieurs années la création de la première école de français langue première à St. John's. C'était dans la dernière moitié des années 1980.

La communauté francophone de St. John's a beaucoup évolué depuis et il est difficile de concevoir aujourd'hui comment risqué une telle démarche paraissait dans le temps. Les parents francophones négociaient avec un conseil scolaire anglophone (qui s'occupait uniquement de la région métropolitaine de St. John's à l'époque) hostile à la demande des parents francophones, et ces derniers vivaient constamment dans la peur d'une réaction violente de la population anglophone.



Photo : Courtoisie

Simon Lono a contribué à la création de la première école de français langue première à Terre-Neuve-et-Labrador.

Lorsque ce conseil scolaire vota contre l'établissement d'une école française, la Fédération des parents francophones (dont j'étais le président fondateur) partit à la recherche de trois francophones qui serviraient de demandeurs

dans un procès juridique.

Guidés par notre avocat M^e John Dawson, nous avons porté plainte à la Cour Suprême de Terre-Neuve, et c'est cette cause qui força la main du gouverne-

ment provincial à négocier avec les parents. Le résultat fut, en premier, des classes au sous-sol d'une école d'immersion et finalement à la création de l'école des Grands-Vents et du Conseil scolaire francophone provincial.

Merci, Simon; la communauté francophone de la province est très reconnaissante de ton courage.

Michael Clair

Une cérémonie en l'honneur de monsieur Lono aura lieu plus tard cette année. Ses proches invitent les gens qui veulent témoigner leur sympathie à ne pas envoyer de fleurs, mais plutôt à faire un don par chèque à la Newfoundland and Labrador Speech and Debate Union, par la poste à l'adresse 11 Hansen Place, Paradise, NL, A1L 2C4.

Photo : Jacinthe Tremblay

EN COUVERTURE

Aux fourneaux pour les Petits cuistots

Koudy Gaye, Celia Quadjovie et Olasade Ahmed ont donné un coup de pouce lors de l'activité Petits cuistots organisée par l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACFSJ) le 11 mai dernier. À lire et à voir en page 16, notre photoreportage sur les adultes et les enfants qui font ensemble la cuisine.



Le Gaboteur est le journal francophone de Terre-Neuve-et-Labrador depuis 1984. Il est publié en versions papier et numérique par la société sans but lucratif LE GABOTEUR INC.

Siège social

65, chemin Ridge bureau 252-A
St. John's (TNL) A1B 4P5

709 753-9585

Un gaboteur, c'est un bateau qui transporte des marchandises ou des personnes de port en port. C'est aussi une personne qui se promène un peu partout et rapporte des nouvelles.



GAGNANT DES PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleur projet spécial et meilleur article arts et culture

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2017
meilleure photo et meilleure page

FINALISTE AUX PRIX D'EXCELLENCE 2018
meilleur projet spécial

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Nathalie Brunet, *présidente*
Ysabelle Hubert, *vice-présidente*
Flora Salvo, *secrétaire*
Cyr Couturier, *trésorier*
Nancy Boutin, *relations avec les membres*

Contact

ca@gaboteur.ca

ÉQUIPE

Directrice générale et responsable de la rédaction

Jacinthe Tremblay - dg@gaboteur.ca

Journaliste et adjointe à la rédaction
Marilynn Guay Racicot - redaction@gaboteur.ca

Abonnements et publicité locale
Patrice Potvin - ventes@gaboteur.ca

Ont collaboré à ce numéro
Isabelle Burgun (Agence Science-Presse)
Julie Comtois, Marie-José Mahé, Lucas Pilleri (*Francopresse*), *L'Express*

Mise en page

Patrice Francoeur

Impression

Advocate Printing

Distribution (dernier numéro)

650 exemplaires

ISSN 0836-8155

Publicité

Représentation nationale

Lignes agates marketing,
anne@lignesagates.com

Terre-Neuve-et-Labrador/
Saint-Pierre et Miquelon

Le Gaboteur Inc.

dg@gaboteur.ca
www.gaboteur.ca/annoncer

ABONNEMENT

Tarifs pour un an, avant taxes

CANADA

Papier + numérique : 29 \$
Numérique (Canada) : 19 \$

INTERNATIONAL

Numérique : 30 \$
Papier + numérique : 130 \$

www.gaboteur.ca/abonnement

LE GABOTEUR INC. est membre de l'Association de la presse francophone (APF). Nous sommes fiers d'appuyer la Fondation Donatien Frémont.



ÉLECTIONS PROVINCIALES TNL 2019

Vote étudiant et verdict populaire en décalage

Le Vote étudiant a élu un gouvernement Libéral majoritaire. Verdict populaire? Ball minoritaire ou majoritaire par un siège. Là où jeunes électeurs et citoyens sont unanimes: le NPD est toujours vivant.

Jacinte Tremblay

Le 16 mai, jour d'élections provinciales, plus de 13 000 élèves des niveaux élémentaire et secondaire ont participé au programme Vote étudiant, une initiative nationale qui permet d'introduire les jeunes qui n'ont pas l'âge de voter à ce processus démocratique.

Dwight Ball et le Parti libéral de Terre-Neuve et Labrador ont eu leur préférence pour former un gouvernement majoritaire, raflant 25 sièges. Résultat du vrai scrutin: les Libéraux ont gagné 20 sièges, peut-être 21. Les résultats du recomptage au Labrador trancheront la majorité ou la minorité.

Au vote étudiant, le Parti Progressiste-Conservateur avait remporté 10 sièges. Il aura, grâce au scrutin citoyen, 14 députés à la Chambre d'assemblée. Chez les jeunes et les 18 ans et plus, deux indépendants ont été élus et le NPD a terminé cette course avec trois sièges, à moins d'une bascule au recomptage au Labrador



Photo: École Rocher-du-Nord

Deux écoles du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador ont participé à ce scrutin.

— ce qui donnerait un gouvernement libéral majoritaire, tel que prévu par le vote étudiant.

Seuls deux chefs de partis ont remporté leur siège lors de cet exercice d'apprentissage par les élèves: Dwight Ball, du Parti libéral et Alison Coffin, du NPD. Le chef conservateur Ches Crosbie ainsi que Graydon Pelly, de la Newfoundland and Labrador Alliance, ont été défaits dans leur circonscription. Les électeurs de 18 ans et plus ont élu Dwight Ball, Alison Cofin et Ches Crosbie.

Vote des élèves des écoles du CSFP

Deux écoles du Conseil scolaire francophone provincial de Terre-Neuve-et-Labrador (CSFP) ont participé à ce scrutin. À l'école Sainte-Anne de La Grand'Terre, les élèves ont voté dans une proportion de 64,32 % en faveur du Libéral John Finn, réélu par la majorité des élèves de la circonscription Stephenville-Port au Port mais défait par l'électorat officiel.

Les élèves de l'école Rocher-du-Nord, de St. John's, ont pour leur part voté à 57,69 % en faveur du néo-démocrate John Dinn, également élu pour vrai dans la circonscription de St. John's Centre, avec 50 % de la faveur populaire.

Au Labrador, les élèves des écoles du NLESD ont élu le néo-démocrate. Les résultats finaux dans ce comté sont encore à venir, tout comme le verdict final de la majorité ou de la minorité des Libéraux de Dwight Ball.

Pour consulter tous les résultats détaillés du vote étudiant : voteetudiant.ca/resultats/tnl2019

LA COUR SUPRÊME CONFIRME LE DROIT À UN PROCÈS EN FRANÇAIS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

La Cour suprême du Canada est unanime : refuser à un accusé ou une accusée son droit de subir un procès en français cause un préjudice irréparable, et ce droit s'applique dès que le procès touche le Code criminel, partout au pays, même s'il s'agit d'une infraction provinciale.

L'Express de Toronto

C'est ce que retient la Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA) de la décision rendue le 16 mai par le plus haut tribunal du pays dans la cause opposant Joseph Roy Éric Bessette à la Colombie-Britannique.

«Énorme»

«C'est énorme comme message», commente le président du lobby politique des francophones hors Québec, Jean Johnson. «Selon la province, c'était à elle de choisir d'accorder ou non à monsieur Bessette un procès en français. Mais le procès touchait à des éléments du Code criminel, qui prévoit un droit de subir un procès en français.»

Résident de Surrey, en banlieue de Vancouver, monsieur Bessette était accusé d'avoir conduit illégalement son véhicule en 2014. Sa demande de procès en français

lui a avait été refusée en première et en deuxième instance.

Impacts d'un océan à l'autre

«C'est une victoire très importante pour M. Bessette, mais aussi pour toute la communauté francophone de Colombie-Britannique et pour toutes les communautés francophones en situation minoritaire», selon son avocate Jennifer A. Klinck, du cabinet Juristes Power.

Pour la FCFA, ce jugement donne encore plus d'importance à ses propositions pour la modernisation de la Loi sur les langues officielles. «Si tous les tribunaux du pays étaient bilingues, monsieur Bessette n'aurait pas subi le préjudice qu'il a subi. Notre proposition de projet de loi prévoit l'obligation pour le Bureau du commissaire à la magistrature fédérale d'offrir une formation linguistique aux juges nommés par le fédéral, et d'évaluer le niveau de bilinguisme des candidats et candidates à la magistrature.»

De « se développer » à « se dépasser »

La Stratégie de croissance pour l'Atlantique favorise la croissance des entreprises et contribue à façonner un avenir économique dynamique pour le Canada atlantique.

Découvrez ce qu'elle peut faire pour vous.

PASSEZ AU NIVEAU SUPÉRIEUR
croissance-atlantique.ca

Canada

MICROBRASSERIES

Le nouveau secret à percer à Port-au-Port

La microbrasserie Secret Cove Brewing, installée aux 92-96 rue Main, à Port au Port, offre beaucoup plus que des bières.



Photo : Secret Cove Brewing

Jason Hynes et Sheila Dwyer, le couple propriétaire de Secret Cove Brewing.

Julie Comtois

Sheila Dwyer et Jason Hynes ont ouvert les fûts le printemps dernier dans un bâtiment aux allures

d'entrepôt à l'extérieur qu'ils ont aménagé avec ingéniosité, à l'intérieur, en un lieu chaleureux, empreint d'histoire locale et d'humour. Les noms de leurs bières en témoignent. La «James Blond 00709», une ale blonde, fait ré-

férence à la fois au célèbre agent secret britannique et au code téléphonique de Terre-Neuve et du Labrador. La «Hop a ryed in my Dory», une double IPA, joue avec la prononciation anglaise identique de *ryed* et *ride* (faire un

tour) et le nom des petites embarcations autrefois utilisées par les pêcheurs de la péninsule et de Saint-Pierre. Un vrai *dory* – doris en français – fait même partie du décor de Secret Cove.

L'ouverture de cette microbrasserie concrétise le rêve du couple, autrefois résidents d'Halifax, de revenir s'établir à Port-au-Port, la région natale de Jason Hynes, et le combine avec un projet entrepreneurial aux couleurs de la péninsule. Le duo compte d'ailleurs enrichir ses bières de saveurs de baies ou d'herbes sauvages locales. Il caresse même le projet de déconstruire une recette de *Figgy Duff* aux bleuets, un dessert traditionnel terre-neuvien, pour la remanier en blanche aux bleuets.

Le couple propose également une expérience multi-sensorielle et culturelle typiquement locale avec une tribune pour des musiciens du coin, des ateliers de peinture ainsi que la tenue d'événements rassembleurs, tels des ateliers de yoga-bière, organisés en partenariat avec CUEYoga, une autre entreprise locale.

Secret Cove, à l'instar des autres microbrasseries de la province, s'affirme de plus en plus comme un véritable acteur de changement et développement régional. C'est aussi l'endroit idéal pour faire une pause au retour ou avant d'emprunter la Route des Français (460-463) pour découvrir la francophonie de la péninsule de Port-au-Port. (secretcovebrewing.com)

Aussi sur la côte Ouest de Terre-Neuve



Photo : Bootleg Brew

Bootleg Brew, à Corner Brook, propose des bières artisanales de qualité ne contenant aucun agent de conservation.

Western Newfoundland Brewing Co. brasse ses bières à Pasadena depuis 2016, mais la microbrasserie n'a pas son propre lieu de dégustation. Ses produits sont toutefois disponibles dans plusieurs bars et restaurants ainsi qu'en canettes dans certaines succursales de la Newfoundland and Labrador Corporation Liquor Store. (westernnewfoundlandbrewing.ca)

Crooked Feeder Brewing Co., fondée à Cormark en 2017, a maintenant pignon sur rue à Corner Brook. Son Crooked Feeder Gastropub est situé au Lower Level Millbrook Mall 2 Herald Avenue, à Corner Brook. (CrookedFeederBrewing)

Boomstick Brewing Co. prépare l'ouverture, plus tard en 2019, d'une microbrasserie avec pub au 53 West Street, à Corner Brook. (boomstickbrewing.ca)

Bootleg Brew Co. a ouvert les portes de sa microbrasserie en 2018 au 92 West Street à Corner Brook. On peut déguster ses bières fabriquées partir d'ingrédients naturels ne contenant aucun agent de conservation sur place ou acheter un *growler* pour emporter. (BootlegBrewCo)

À surveiller dans *Le Gaboteur* magazine, été 2019 : un article sur la croissance des microbrasseries artisanales, dans toutes les régions de la province.

Entrepreneuriat

Vague déferlante de microbrasseries

En 2018, Terre-Neuve-et-Labrador affichait le volume commercial de bières par capite le plus élevé au pays, selon les données compilées par le Commerce Board de Canada pour Beer Canada. Deux ans 94 à titre au total de 10,1 litres le Québec, secondé par le Texas et le Labrador. «Parvenir, jusqu'à maintenant, à la production de bières artisanales de grande qualité dans un espace limité, nécessite une gestion et une logistique précises, des collectes de fonds, des trépas, des spectacles, etc.», dit Jason Hynes, propriétaire de Secret Cove Brewing. «Les données de Port-au-Port nous ont permis de découvrir que la vente de produits d'autres entreprises locales et de produits pour emporter. Ces produits ont permis de

maintenant offerts dans toutes les brasseries de la province. Port Hynes Brewing marque le lancement d'un mouvement entrepreneurial brassicole en milieu rural qui ne cesse de grandir. Depuis 2017, ont ouvert leur portes les brasseries Western Newfoundland (Fredericton), Crooked Feeder et Bootleg Brew (Corner Brook), Big Rock (Truro), Scarborough (Halifax), Dible (Halifax), Baccalao Trail (St. John's), Inga (Halifax), Ninespot (Conception Bay South), Kettle Bar (Port Harcourt), Bannerman (St. John's) et Landshold (St. John's).

L'ouverture de Rough Waters (St. John's), Little North (St. John's), Bannerman (Corner Brook) et Rappahannock (St. John's) ont permis de la découverte de nouvelles brasseries artisanales, la brasserie Inga, Bannerman, la brasserie Inga, Bannerman, la brasserie Inga, Bannerman.

«Les microbrasseries ont, dans plus

8 | Le Gaboteur



Agence canadienne d'évaluation environnementale

Canadian Environmental Assessment Agency

Projet de forage exploratoire Central Ridge Période de consultation publique

Le 21 mai 2019 — L'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) doit décider si une évaluation environnementale fédérale est requise pour le projet de forage exploratoire Central Ridge, situé à l'est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.

En vue de prendre une décision éclairée, l'Agence invite le public et les groupes autochtones à formuler des commentaires sur le projet et ses effets potentiels sur l'environnement, tels qu'ils sont décrits dans le résumé de la description de projet.

Tous les commentaires reçus seront considérés comme publics. Les commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles doivent être envoyés **au plus tard le 10 juin 2019** à :

Projet de forage exploratoire Central Ridge
Agence canadienne d'évaluation environnementale
200-1801, rue Hollis
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3N4
Téléphone : 902-426-0564
Courriel : CEAA.CentralRidge.ACEE@canada.ca

Pour visualiser le résumé de la description du projet ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de l'Agence à canada.ca/acee (numéro de référence du registre 80175). Des copies imprimées sont disponibles sur demande.

Suivez l'Agence sur Twitter : [#ForageExploratoireCentralRidge](https://twitter.com/ACEE_CEEA)

Le projet proposé

Equinor Canada Ltd. propose de mettre en œuvre un projet de forage exploratoire dans le cadre de ses permis d'exploration extracôtière dans la région de Central Ridge, située dans l'océan Atlantique, à environ 375 kilomètres à l'est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador. Tel qu'il est proposé, le projet de forage exploratoire Central Ridge permettra au promoteur de déterminer la présence, la nature et la quantité de ressources potentielles en hydrocarbures dans les zones visées par les permis d'exploration 1159 et 1160.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques de l'Agence en matière de protection de la vie privée, veuillez consulter l'avis de confidentialité sur le site Web de l'Agence à canada.ca/acee.

Le 10 mai dernier, Stéphanie Chouinard, native de Labrador City, publiait sur le site de l'ACFAS (acfas.ca) un récit riche en leçons sur son parcours fait d'engagements communautaires, scolaires et universitaires. Parcours qui a débuté au sein d'organismes de la francophonie de Terre-Neuve-et-Labrador, dont le conseil d'administration du Gaboteur. En voici la version intégrale, que nous publions avec l'aimable autorisation de madame Chouinard.

RÉCIT

Parcours d'une ancienne « jeune engagée »

Stéphanie Chouinard

Collège militaire royal du Canada et Université Queen's

Comment la fille de parents n'ayant jamais fréquenté l'université, ayant grandi dans une ville minière du Labrador, est-elle devenue professeure de science politique? On m'a déjà dit que j'étais une énigme dans le monde universitaire, où j'avais fait mentir les chances statistiques de décrocher un doctorat, et *a fortiori* un poste.

L'engagement dans ma communauté

Un élément central, présent depuis l'adolescence, me revient en tête lorsque je considère ma trajectoire: l'engagement dans ma communauté. J'ai mis le doigt dans l'engrenage vers mes 15 ans, alors que le journal francophone de ma province, *Le Gaboteur*, cherchait à recruter un représentant jeunesse pour son conseil d'administration. Un an plus tard, je devenais présidente de Franco-Jeunes de Terre-Neuve et du Labrador. Ce poste signifiait que j'occuperais aussi un siège au CA de la Fédération de la jeunesse canadienne-française et de la Société nationale de l'Acadie.

Je savais que ce réseau d'institutions était important. Ce que j'ignorais, c'est qu'à travers celui-ci, les connaissances que j'accumulerais sur les communautés linguistiques du pays et leurs rapports avec l'État seraient autant d'apprentissages utiles à mes travaux de recherche à venir.

De plus, le défi logistique de ce poste (j'étais souvent à l'extérieur de la province, devant m'absenter des cours) m'a appris à gérer un horaire chargé, et le stress qui en découlait. L'oppor-



Stéphanie Chouinard

Photo: Courtoisie de Stéphanie Chouinard

tunité de participer à plusieurs simulations parlementaires par l'entremise du même réseau a

diantes et étudiants du Campus universitaire de Moncton (FÉÉCUM).

eu le cran de postuler à la maîtrise, et je n'aurais sans doute pas décroché ma première bourse de

Comment la fille de parents n'ayant jamais fréquenté l'université, ayant grandi dans une ville minière du Labrador, est-elle devenue professeure de science politique? On m'a déjà dit que j'étais une énigme dans le monde universitaire, où j'avais fait mentir les chances statistiques de décrocher un doctorat, et *a fortiori* un poste.

développé mes connaissances de ce système, ainsi que mes capacités de débat oratoire.

À ceux et celles qui ont reconnu l'étoffe d'une future chercheuse

Quittant ma province pour entamer des études à l'Université de Moncton, j'ai poursuivi mes pratiques d'engagement au sein du milieu universitaire, devenant en 2007-2008 présidente de la Fédération des étu-

J'y ai eu un premier aperçu des rouages universitaires, tel qu'on ne les voit que rarement en tant qu'étudiante. J'y ai aussi fait mes premières armes médiatiques, devant régulièrement commenter les actions du gouvernement provincial dans le domaine du postsecondaire. C'est aussi à l'Université de Moncton que j'ai eu la chance inouïe d'avoir quelques professeurs croyant que j'avais l'étoffe d'une future chercheuse. Sans leur appui, je ne suis pas certaine que j'aurais

Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH).

Inscrite à la maîtrise à l'Université d'Ottawa, alors que je comp-

tais m'éloigner de la francophonie canadienne, jugeant ce sujet trop « personnel » pour en faire un sujet de recherche, j'ai découvert dans cette institution une communauté de chercheurs chevronnés, au Collège des Chaires de la francophonie canadienne. J'ai fini par y produire un mémoire de maîtrise et une thèse de doctorat portant sur la société civile en Acadie, et sur les réponses juridiques aux revendications d'autonomie des communautés francophones en situation minoritaire, respectivement.

Après un postdoctorat à l'Université de Montréal, où je me suis penchée sur l'autodétermination des peuples autochtones et l'autonomie des francophones au Canada dans une perspective comparée, j'ai décroché un poste au Collège militaire royal de Kingston, où j'œuvre depuis 2017.

Sans ces premiers pas au sein du réseau jeunesse, sans l'appui crucial de certains mentors, je ne serais probablement pas professeure aujourd'hui. Ces expériences m'ont, de surcroît, convaincue que les chercheurs se doivent aussi d'être des « citoyens dans la Cité », de participer aux débats ayant lieu dans leur société, de rendre leur recherche accessible à la communauté qui les inspire. Je crois sincèrement que mon engagement passé dans le milieu communautaire a fait de moi une meilleure intellectuelle. C'est par l'entremise de mes recherches que j'ai trouvé, en un sens, ma propre façon de redonner à ma communauté.

À propos de Stéphanie Chouinard

Stéphanie Chouinard est professeure adjointe au département de science politique et d'économie au Collège militaire royal du Canada depuis 2017. Elle a obtenu sa co-affiliation de l'Université Queen's en 2018. Ses travaux de recherche portent sur le fédéralisme, sur le rapport entre droit et politique, et sur les droits des minorités, notamment des minorités linguistiques ainsi que des Autochtones. Elle est l'auteure de nombreuses publications dans ces domaines. Elle est membre de plusieurs groupes de recherche dont l'Institut des relations intergouvernementales et de la Chaire de recherche en francophonie et politiques publiques.

À l'écoute.
Travailleur.
Pour vous aider.

NICK WHALEN
Député fédéral St. John's-Est

nwhalen.liberal.ca

[NickWhalenMP](https://twitter.com/NickWhalenMP)

nick.whalen@parl.gc.ca

772-7171

Suite E130, Édifice Prince-Charles, 120 Torbay Rd



entre océan et

dépotoir

Terre-Neuve-et-Labrador deviendra la deuxième province du Canada à interdire les sacs de plastique à usage unique, emboîtant le pas à l'Île-du-Prince-Édouard qui leur dira adieu dès le 1^{er} juillet. Une balade dans la « forêt de plastique » de St. John's, dont les vestiges resteront visibles bien après que cette loi entre en vigueur, permet de constater le fléau de cette invention humaine pour l'environnement.

Marilynn Guay Racicot

Ce n'est pas nouveau: cette forêt de plastique fait l'objet de reportages depuis au moins 15 ans. Elle se trouve au nord de St. John's, sur le tronçon Sugarloaf du sentier de la *East Coast Trail*, celui qui longe la côte entre Quidi Vidi et Logy Bay. Cette forêt est tristement célèbre en raison des sacs de plastique à usage unique qui jonchent les arbres et le sol sur quelque 200 mètres. Ce que le randonneur aperçoit n'est que la pointe de l'iceberg; plusieurs sacs finissent leur course dans l'océan.

Direction forêt de plastique

Depuis le sentier principal, un sentier secondaire tracé par le passage de randonneurs curieux mène au site d'enfouissement Robin Hood Bay à quelques dizaines de mètres. Ce dé-

potoir reçoit les déchets du grand St. John's. Juste avant d'en franchir les limites, les aventuriers découvrent un véritable cimetière de sacs de plastique. Les arbres et le sol sont recouverts de ces cadavres à l'effigie de Sobeys, Dominion, Walmart, Colemans, pour nommer que ceux-là. Imaginez, par jour de brouillard, une brise fait bruisser les restes de plastique qui gisent dans les arbres... Il y a de quoi tourner un film d'horreur.

Rendu là, tout près du point névralgique, impossible de résister à l'envie de s'aventurer plus loin, d'aller voir d'où proviennent ces fantômes de plastique. Suffit d'avancer de quelques mètres pour découvrir le site d'enfouissement et y accéder. Aucune barrière ni clôture empêche quiconque d'y mettre les pieds. Constat: le dépotoir est « propre » – c'est-à-dire qu'il n'y pas de montagnes de déchets visibles –, mais sa position géographique contribue au

problème, même si les déchets sont recouverts de terre après leur enfouissement. Bien que le site soit en partie ceinturé par une bande de forêt sur des falaises qui se jettent dans l'océan, il est plutôt exposé aux bourrasques terre-neuviennes.

Sur le bord de la route qui sillonne le site d'enfouissement, une clôture vise à empêcher les sacs de s'échapper du dépotoir au moment des décharges. Mais, visiblement, ce n'est pas suffisant, puisque les sacs volent par-dessus et c'est plutôt les arbres qui jouent le rôle de barrière.

Chaque année, plusieurs groupes organisent des corvées dans la forêt de plastique, dont la *East Coast Trail Association* qui gère le sentier. Mais c'est une tâche à la David contre Goliath: sitôt les sacs ramassés, d'autres viennent prendre leur place sur les arbres. Qui va à la chasse perd sa place...



Photos: Marilyn Guay Racicot

PHOTO HAUT DE PAGE : Emportés par le vent, les sacs finissent leur course dans les arbres ou dans l'océan.

PHOTO CI-HAUT : Panneau informatif que croisent les randonneurs sur le sentier qui borde le site d'enfouissement.



Bas les sacs, disent les résidents

Pour réussir à chasser les fantômes de cette forêt, une solution: bannir les sacs de plastique. Le 9 avril dernier, la province s'est engagée à le faire, après une consultation publique qui a donné raison au regroupement des municipalités de Terre-Neuve-et-Labrador, militant de longue date contre les sacs de plastique. Les Terre-Neuviens et Labradoriens ont été catégoriques: 87 % des répondants étaient en faveur de l'interdiction à l'échelle provinciale. La réglementation devrait entrer en vigueur au cours de la prochaine année.

Cette décision précède l'entrée en vigueur d'une mesure similaire à l'Île-du-Prince-Édouard. Le 1^{er} juillet prochain, elle deviendra la première province canadienne à interdire les sacs de plastique. Les commerçants et les consommateurs auront six mois pour s'ajuster à la nouvelle législation, puisqu'en janvier 2020, des amendes seront émises aux contrevenants: jusqu'à 500 \$ pour les particuliers et jusqu'à 10 000 \$ pour les entreprises. Rappelons aussi que chez nos voisins insulaires français, les sacs de plastique ne circulent plus depuis trois ans déjà.

Sur l'île de Terre-Neuve comme au Labrador, les communautés sont établies surtout le long des côtes. On peut donc croire que l'adoption d'une telle mesure aura un impact significatif sur la réduction du plastique dans l'Atlantique. Mais sachant que plus de 400 ans sont nécessaires à la dégradation complète d'un sac de plastique, la forêt de plastique de St. John's continuera de hanter les randonneurs et la faune terrestre et marine encore longtemps...



Photos : Marilyn Guay Racicot

Les sacs s'agglutinent sur le sentier qui longe le site d'enfouissement.

Prendre le sac par les cornes!

Bien avant l'annonce de l'interdiction, de nombreuses communautés n'ont pas attendu que le gouvernement intervienne. Il suffit de regarder vers le Nord de la province pour des exemples phares dans la guerre contre le plastique. Dans la petite communauté inuite de Nain, le village le plus au nord de la province, les sacs de plastique ne circulent plus depuis 10 ans déjà! Ils sont d'ailleurs interdits sur tout le territoire du Nunatsiavut, au nord du Labrador.

Depuis, d'autres localités ici et là qui ont aussi pris le sac par les cornes. Certaines, comme à Twillingate, ont reçu l'appui de Pêches et Océans Canada qui a distribué des sacs réutilisables aux résidents.

Rappelons que depuis novembre dernier, la Newfoundland Liquor Corporation a laissé tomber les sacs à usage unique au profit de sacs en papier ou réutilisables dans l'ensemble de ses 29 succursales. À elle seule, cette initiative permettra de réduire la distribution de sacs de plastique à usage unique de 5 millions par année. Cela représente environ 5% de l'utilisation de sacs de plastique à usage unique dans la province, qui s'élève actuellement à près de 100 millions. (MGR)

Que faire de vos sacs ?

Nos collègues de *The Telegram* et de *CBC NL* rapportaient récemment qu'une résidente de Torbay utilise des sacs de plastique à usage unique pour crocheter des sacs fourre-tout plus durables. Une recherche sur le Web permet de trouver des tutoriels pour réaliser ces crochets, tout comme une foule d'autres idées créatives: paillason, panier à ordures, hamac, corde à sauter, napperon, etc.

Si vous n'avez pas la fibre créatrice et que vous voulez vous départir de vos sacs sans qu'ils ne finissent leur course dans les arbres ou dans l'océan, il est recommandé d'ensacher les sacs les uns dans les autres, puis de nouer le dernier sac avant de l'envoyer aux ordures.



La forêt de plastique (et *Le Gaboteur*) au petit écran

Notre journaliste Marilyn Guay Racicot est aussi correspondante à Terre-Neuve-et-Labrador pour l'émission *Tournée Générale*, diffusée sur Unis TV. La forêt de plastique de St. John's et l'interdiction à venir des sacs de plastique dans la province était le sujet de sa plus récente chronique, qui a alimenté le contenu de ce dossier. En mars dernier, en direct de Labrador City, elle avait dressé un portrait de l'ouest du Labrador, connu pour ses mines de fer... et de cryptomonnaie.

MAILLAGE SCOLAIRE

Passeport pour la francophonie

Célébrer la diversité de la langue française et créer des ponts entre les jeunes francophones et francophiles de la province : mission réussie pour la première journée Français autour du monde, initiée par l'enseignante Michelle Marsh.

Marilynn Guay Racicot



Michelle Marsh est enseignante en ressources pédagogique à l'école des Grands-Vents.



Photos : Marilynn Guay Racicot

Pas besoin d'aller bien loin pour découvrir de nouvelles cultures francophones. Le 21 mai dernier, au Holiday Inn de St. John's, près de 200 élèves de l'immersion au niveau primaire ont découvert dix pays de la francophonie, de la Suisse au Luxembourg, en passant par le Rwanda et Madagascar. Leurs guides pour la journée: les élèves de 5^e et 6^e année de l'école des Grands-Vents.

Ces derniers avaient préparé des affiches et des exposés sur le pays qu'ils représentaient. Sport national, devises, langues parlées, mets, population, coutumes traditionnelles: les jeunes en avaient beaucoup à enseigner aux francophiles en devenir.

Pour l'organisatrice de Français autour du monde, ces «voyages» dans la francophonie étaient aussi un prétexte pour sortir le français de la salle de classe. En contexte d'immersion, estime Michelle Marsh, le français est souvent perçu davantage comme une matière scolaire et moins comme une langue partagée par plusieurs cultures.

Cette enseignante en ressources pédagogiques à l'école des Grands-Vents souhaitait avant tout que les élèves qui évoluent dans les programmes d'immersion rencontrent les jeunes qui étudient en français langue première. «Nous avons ici une population de jeunes francophones et ceux qui sont apprentissage du français ne savent pas qu'ils existent!», fait valoir madame Michelle, comme l'appellent les élèves.

Des représentants de Compas et

de l'Association communautaire francophone de Saint-Jean étaient aussi sur place pour faire connaître les activités offertes en français en dehors des heures de classe.

Manque de soutien en immersion

Cette Terre-Neuvienne bilingue chérit sa langue seconde apprise en programme d'immersion. Plus que ça, elle milite en faveur de son éclosion dans la province. «L'apprentissage du français,

c'est pour tout le monde!», est d'avis madame Michèle, qui a aussi enseigné dans des écoles du district scolaire anglophone (NLESD) offrant le programme d'immersion.

Cependant, elle constate des lacunes dans le soutien qu'offre le NLESD aux élèves qui apprennent le français comme langue seconde. «Dans les programmes d'immersion, le bilinguisme ne fait pas partie des critères d'embauche pour les res-

sources pédagogiques. Résultat: les élèves ont accès à de l'aide, mais pas en français», déplore Michelle Marsh.

À son avis, un meilleur soutien aux élèves permettrait de garder plus de jeunes en immersion. «Avec de l'aide adaptée, je crois sincèrement que chaque élève peut réussir en français», affirme-t-elle.

C'est pour répondre à ce besoin que French For Life a vu le jour. Cette entreprise, démarrée par Michelle Marsh en 2012, vise à soutenir les programmes d'immersion et à promouvoir la langue française à Terre-Neuve-et-Labrador. «On offre des programmes après école, des camps de Pâques, des camps d'été et du tutorat.» Dédiés aux jeunes de la maternelle à la cinquième année qui poursuivent l'apprentissage du français, ces services représentent un bon coup de pouce pour les parents unilingues anglophones.

French for Life tiendra une heure du conte et séance de bricolage en français à 13 h le 15 juin au Chapters pour les enfants qui commencent la maternelle en français à l'automne prochain.

PUBLIREPORTAGE



LES LOISIRS, C'EST AUSSI LA SANTÉ!

DOMINIC DEMERS

KINÉSIOLOGUE | HAPPY VALLEY-GOOSE BAY



Établi au Labrador depuis 2007, le kinésologue d'origine québécoise Dominic Demers a occupé plusieurs postes avant de devenir, en 2015, le directeur des loisirs et des services communautaires de la Ville de Happy Valley-Goose Bay. Fil conducteur de tous ses emplois: la promotion et l'amélioration de la santé.

Natif de Saint-Jean-sur-Richelieu, au Québec, Dominic Demers est diplômé en kinésiologie, cette discipline de la santé qui utilise l'activité physique à des fins de prévention, de traitement et de performance. Ses principes débordent largement du monde du sport.

Ainsi, quand il arrive au Labrador en octobre 2007, c'est pour y lancer le programme Katimavik, qui mobilise des jeunes dans la mise en œuvre de projets communautaires, en collaboration avec des organismes locaux. En 2008, il lance des projets Katimavik à Labrador City, North West River et Happy Valley-Goose Bay. En 2009, un groupe de jeunes est formé pour travailler dans la communauté innue de Sheshatshui puis, l'année suivante, un autre

projet voit le jour dans la communauté inuite de Rigolet.

Dans ses deux postes suivants, il est responsable de promouvoir la santé, d'abord à la 5^e Escadre de Goose Bay, puis dans les écoles du Newfoundland and Labrador English School District (NLESD) de la région. En juin 2015, il devient directeur des loisirs et des services communautaires de la Ville de Happy Valley-Goose Bay. Le développement de la santé et du bien-être individuel et collectif demeurent encore au cœur de ses interventions.

TISSER DES LIENS, DEHORS

«Au cours des dernières années, la Ville a fait beaucoup d'investissements pour encourager la vie active de la population, à l'extérieur comme à l'intérieur», s'est réjoui Dominic Demers, rencontré en marge des Jeux d'hiver du Labrador, en mars dernier. Ainsi, le parc municipal Kinsmen offre maintenant 400 mètres de sentiers pédestres sur des surfaces stables. Des jeux d'eau, des bancs et des tables de pique-nique y ont été installés.

D'autres améliorations seront apportées cet été dans ce parc, à ses abords et ailleurs dans la municipalité. Dominic Demers avait les yeux particulièrement brillants en parlant des nouveaux aménagements prévus pour le site du marché public de Happy Valley-Goose Bay et de son réseau de pistes cyclables.

«Un marché public, c'est l'accès à des produits locaux frais et le rapprochement avec les agriculteurs, mais c'est aussi un lieu de rencontre propice au développement de relations entre les familles et les enfants», a-t-il expliqué. «Quand les gens créent des relations, ils se sentent plus en sécurité et ils sont portés à faire plus d'activités dehors et utiliser les parcs plus fréquemment.»

Monsieur Demers était aussi très heureux de l'installation prochaine de clôtures autour de ce parc municipal pour y empêcher la circulation de « quatre roues » et ainsi rendre son utilisation plus sécuritaire.

COMMUNAUTÉ ET SANTÉ

Toutes ces interventions concrétisent une vision de la santé chère à Dominic Demers et qui passe aussi par la qualité de la vie communautaire. «Quand les gens se sentent mieux et en sécurité dans des espaces publics, ils sont amenés à s'engager et à améliorer leur communauté», a-t-il résumé.

Au cours des derniers mois, des médecins ont dit à monsieur Demers avoir noté des améliorations de la santé de leurs patients qui ont augmenté leur fréquentation des installations sportives et récréatives de la ville. C'est un autre motif de réjouissance pour ce kinésologue.



Le travail du Réseau santé en français de TNL est rendu possible grâce à l'appui de Santé Canada par l'intermédiaire de la Société Santé en français.

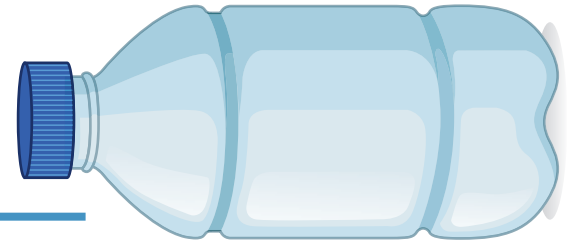
Vous connaissez des professionnels de santé d'expression française à Terre-Neuve-et-Labrador? Contactez-nous!

709 800-4502 Sante@fftnl.ca www.francotnl.ca/RepertoireSante



Petit Gaboteur

La bouteille et le papier



UN CONTE DE

Marie-José Mahé

Il était une fois une petite bouteille en plastique. Toute gentille et toute fraîche, elle reposait bien tranquillement sur une étagère dans un grand magasin. Elle n'était pas seule. Elle avait beaucoup d'amies. Étrangement, elles se ressemblaient toutes.

Elles étaient nées dans une grande manufacture de bouteilles en plastique: des petites, des moyennes, des grandes... toutes prêtes à recevoir de l'eau destinée à abreuver les humains, car les humains, les enfants comme les adultes, ont toujours soif.

Autrefois, les humains allaient boire aux sources qui coulaient au bas des montagnes, ou prenaient de l'eau dans les rivières ou les lacs, car ils étaient purs et propres. Il n'y avait pas de pollution ou très peu.

Au début, ils prenaient de l'eau dans leurs mains et buvaient comme ça, tout simplement. Puis, ils ont commencé à confectionner des contenants en bois, en métal, en argile: des bols, des pots, des tasses et des verres. Plus tard, ils ont inventé le verre en faisant fondre du sable pour le transformer en liquide. Ils le mettaient dans des moules pour le faire refroidir en forme de bouteilles par exemple.

Jusque là, tout allait bien pour la planète à part quelques catastrophes naturelles comme des volcans en éruption, des tornades et des inondations de temps à autre. Il faisait bon vivre sur la terre avec cette nature si belle, si pure.

Bon d'accord! Il y avait aussi la maladie et d'autres dangers apportés aussi par cette belle nature. Il y avait des animaux dangereux qui attaquaient souvent les hommes pour les manger. Il y avait des plantes toxiques qui pouvaient tuer très vite ceux qui essayaient de les manger et il y avait les

hommes... ceux qui se disputent, se battent, s'entre-tuent et ceux qui ont inventé les guerres.

Après avoir continué à inventer plein de choses pendant des siècles, quelqu'un, à l'aide de la chimie, a inventé quelque chose appelé le plastique. Quelle belle invention, pensait-on, si pratique qu'on pouvait tout faire avec, ou presque: des pellicules si fines qu'on pouvait les mouler autour des aliments pour les garder frais plus longtemps, jusqu'aux produits si épais qu'il était presque impossible de les détruire.



Puis, un jour, on a inventé la bouteille en plastique. Celle qu'on jette après ne l'avoir utilisée qu'une seule fois.

Pourquoi faire cela, on se demande bien?

Et c'est bien ce que se demandait la petite bouteille en plastique posée sur une étagère dans un grand magasin. Elle avait un peu peur de son avenir. Elle s'inquiétait.

Que vais-je devenir?, se demanda-t-elle.

Elle était pleine de bonne eau potable pourtant. La rumeur courait entre les bouteilles qu'elles pouvaient finir dans une poubelle sombre et sale

pour atterrir ensuite dans une immense montagne de déchets où elle resterait à sentir des odeurs bien désagréables, pendant des siècles et des siècles...

Elle pourrait aussi finir dans la nature, au bord d'un chemin, dans un lac ou une rivière ou même dans la mer. Elle pensait que ce serait peut-être mieux pour elle, sauf que son plastique pouvait polluer ces belles plantes et ces beaux arbres qui nous donnent tant de joies et qui purifient l'air que l'on respire. À la ville, à la campagne, dans la mer... à quel endroit finirait-elle et dans quelles conditions? Cela lui faisait faire de bien mauvais rêves la nuit.

Près de son étagère dans ce grand magasin, se trouvait une petite feuille en papier qui vivait au-dessus d'un bloc fait d'autres petites feuilles en papier. Le soir, quand tout était calme, ils se parlaient, ils discutaient de tout et de rien.

Moi je ne pollue pas la planète, disait la feuille en papier.

Moi non plus, disait la bouteille en plastique.

Si! Tu pollues, disait la feuille. Tu es faite de matière toxique.

Ce n'est pas vrai, répliquait la bouteille. Tu es méchante, tu mens.

Et elle se mettait souvent à pleurer.



Puis, un jour, un petit garçon acheta la bouteille et le papier et les apporta à la maison. C'était la rentrée des classes et il en avait besoin, avait dit le professeur à sa maman.

Tu verras, dit la feuille, il va boire ton eau et tu ne serviras plus à rien. Tu finiras à la poubelle, puis à la mer dans le ventre d'une grosse baleine et cela la rendra malade et peut-être même la tuera.

Et toi, répondit la bouteille, on te mettra aussi à la poubelle ou on te brûlera et tu disparaîtra complètement. Au moins, moi, je pourrai durer des siècles et des siècles.

Mais moi, continue la feuille, je vais pouvoir aider la nature en me transformant en bonne nourriture, mais toi tu ne serviras plus à rien qu'à polluer avec ta matière plastique toxique. Et puis, on ne me jettera peut-être pas. Je connais des papiers qui ont vécu longtemps dans les livres ou dans des boîtes. Certains papiers sont devenus de belles œuvres d'art admirées par tous et que l'on conserve très précieusement pendant des années et des années. D'autres sont devenus de belles histoires ou de belles lettres d'amour.

La pauvre petite bouteille savait qu'il avait raison, mais comme beaucoup de gens, d'animaux et de bouteilles, elle avait appris qu'il fallait vivre dans l'espoir. Dans l'espoir que peut-être quelqu'un allait se servir d'elle dans le bon sens et qu'elle allait être, elle aussi, transformée en objet utile. Elle avait aussi entendu des rumeurs là-dessus. On aurait, paraît-il, réussi à inventer une machine qui pouvait faire de bien bonnes choses avec le plastique recyclé, quelque part dans les pays scandinaves.



Cette histoire finit bien, car un jour, la petite feuille de papier se transforma en note d'amour gardée bien précieusement dans une belle boîte avec de belles cartes de vœux, de jolies photos et des belles lettres comme elle.

Et la petite bouteille en plastique, voulez-vous savoir ce qu'elle est devenue?

Eh bien, elle a voyagé de l'autre côté de l'Atlantique et s'est retrouvée dans une de ces belles usines où elle a été transformée en bloc de construction pour abriter une famille qui a décidé malgré tout, de ne jamais plus polluer la planète avec les bouteilles en plastique.



SCIENCE

L'intelligence artificielle à l'école de conduite

Il y a trois ans déjà survenait le premier accident mortel avec une voiture semi-autonome, en Floride. Ce qui ne décourage pas les experts du transport intelligent comme le montre la récente modification du Code de la sécurité routière québécoise, pour y faire entrer la définition de véhicule autonome.

Isabelle Burgun
Agence Science-Pressé
(www.sciencepresse.qc.ca)



Photo : Michael Francis Shick

Selon Nicolas Saunier, 95 % des accidents de la route sont liés à des humains.

Certains projets pilotes sont aussi en branle : l'été prochain, un véhicule autonome circulera à faible vitesse à Candiac afin de vérifier le niveau de sécurité sur de vraies routes. Le Dr Nicolas Saunier du Département des génies civil, géologique et des mines de l'École Polytechnique, s'attend à des résultats positifs parce qu'à ses yeux, les véhicules autonomes sont tout simplement plus sécuritaires que ceux conduits par des humains. «95 % des accidents impliquent des facteurs humains», rappelait le chercheur au récent forum organisé par l'Institut de valorisation des données (IVADO), MobilIT.AI

Houari Sahraoui, professeur au Département d'informatique et de recherche opérationnelle de l'Université de Montréal, va dans le même sens. «Quand tu regardes les conditions de la SAAQ pour obtenir un permis, un simple examen, ce n'est pas assez car il faut aussi prendre en compte la santé du conducteur.»

L'intelligence artificielle devra-t-elle passer un permis de conduire? «En fait, le problème doit être pensé comme un continuum avec des mises à jour (technologiques et régulation), comme pour les téléphones», ajoute l'expert.

Ce n'est pas juste une question de mises à jour, il y a également une acceptabilité sociale encore à bâtir. «Les gens pensent souvent que seule l'intelligence naturelle — lire, celle de l'humain — est capable de s'adapter. Il faut donc montrer que l'IA peut le faire, et il y a aussi le côté des politiques qui veulent des garanties», rappelle le stratège en IA et directeur du bureau montréalais de l'Institut de technologie IRT Saint Exupéry, Guillaume Gaudron.

À l'aide d'un simulateur de conduite, un peu comme les pilotes d'avion, on tentera de mesurer ce qui pourrait se produire

dans de multiples situations problématiques. Mais ce n'est pas une mince tâche. Quelques pixels de moins ou une altération de données constituent un «bruit» susceptible de modifier la situation et son analyse.

«Les images de ciel bleu et d'une voiture bleue peuvent tromper la machine. Il importe donc de tester aussi le système avec des exemples trompeurs et proches de la réalité pour qu'il soit susceptible de bien identifier la zone de danger», explique le directeur du Centre de données massives de l'Université Laval, François Laviolette.

Cela complique l'approche, car il ne faut pas seulement prendre en compte les bons comportements à favoriser, mais aussi les mauvais afin d'élargir le spectre des situations possibles. Pour cela, il faut s'assurer de mieux comprendre ce qu'est le risque pour bâtir de meilleurs algorithmes en intégrant les biais et les contre-exemples.

Pour augmenter la confiance du public à l'égard de l'IA, il faut intégrer le contexte dans lequel les événements surviennent, explique le chercheur de la compagnie Thales, Freddy Lecue. Afin de trouver quelles sont les variables importantes — par exemple la pluie ou la brume — susceptibles de modifier l'environnement.

Enfin, le risque zéro n'existe pas. Il est nécessaire de prouver que le système a fait de son mieux. Dans les chemins de fer français, il existe un niveau à respecter. «Le système de vision artificielle doit être "globalement équivalent" à l'humain. On peut tolérer que l'IA fasse des erreurs mais cela doit être minimal et nous devons être capable de les corriger», note le chef de division IA de la SNCF, Laurent Gardes.

«La certification d'IA ne doit pas être une liste de points à remplir mais il nous faut plutôt repenser ce qu'est la confiance et la sécurité minimale que nous désirons offrir ou que l'on exigera de nous», relève le chercheur de IRT Saint Exupéry, Gregory Flandin.

Il est même temps de s'entendre sur le vocabulaire. «On a longtemps pensé que l'autonomie, c'est se passer des humains mais on réalise aujourd'hui qu'il s'agit plus d'interactions entre les humains et les machines. La définition change et celle d'aujourd'hui ne sera pas celle de demain» décrit Mike McNair, responsable de l'innovation chez Bell Flight.

Quatre défis sur la route

1. Rendre la route coopérative avec des infrastructures et des signaux adaptés, comme des marquages spécifiques au sol et un échange d'informations continu entre les feux de signalisation et le véhicule, pourrait être une voie pour sortir de l'ornière du manque de confiance. Adapter la route — que l'on nomme en France route de 5^e génération — pourrait même obliger à repenser la manière dont on l'utilise. «Une autoroute pleine de voitures, cela reste une autoroute avec des voitures et c'est sans doute le temps d'imaginer de faire les choses autrement», relève le professeur titulaire au Département de mathématiques et de génie industriel de Polytechnique Montréal, Martin Trépanier.

2. Des conditions extrêmes et dégradées posent des problèmes à la voiture autonome — un peu comme notre réseau routier imparfait et ses nombreux nids-de-poule. «Cela ne sera pas possible pour le véhicule de circuler dans ces conditions, un peu comme un avion lors de conditions météo problématiques», ajoute Martin Trépanier.

3. Un autre enjeu sera d'améliorer la communication entre les usagers, les conducteurs et les automobiles automatisées, au moyen de meilleures caméras et de senseurs. «Les voitures doivent comprendre les intentions des humains et clairement signaler ce qu'elles détectent des autres usagers de la route et de leurs intentions», explique Nicolas Saunier, de Polytechnique.

4. Le monde virtuel des jeux vidéo pourrait aider l'IA à apprendre. C'est du moins ce que pense Yves Jacquier directeur d'Ubisoft La Forge. «Nos simulations ne sont pas parfaites mais peuvent aider à comprendre comment développer des systèmes plus fiables de conduite.» La compagnie ouvre dans ce contexte ses portes au monde académique avec La Forge, un studio où collaborent les employés d'Ubisoft et les universitaires, avec l'expertise et les nombreuses données accumulées dans le monde du jeu.

Lien vers l'article original : <https://www.sciencepresse.qc.ca/actualite/2019/05/23/intelligence-artificielle-ecole-conduite>



Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Canadian Environmental
Assessment Agency

Projet de forage exploratoire BHP Canada Période de consultation publique

Le 16 mai 2019 — L'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) doit décider si une évaluation environnementale fédérale est requise pour le projet de forage exploratoire BHP Canada, situé à 325 kilomètres au nord-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.

En vue de prendre une décision éclairée, l'Agence invite le public et les groupes autochtones à formuler des commentaires sur le projet et ses effets potentiels sur l'environnement, tels qu'ils sont décrits dans le résumé de la description de projet.

Tous les commentaires reçus seront considérés comme publics. Les commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles doivent être envoyés **au plus tard le 5 juin 2019** à :

Projet de forage exploratoire BHP Canada
Agence canadienne d'évaluation environnementale
1801, rue Hollis, bureau 200
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3N4
Téléphone : 902-426-0564
Courriel : CEAA.BHPCanada.ACEE@canada.ca

Pour visualiser le résumé de la description du projet ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de l'Agence à canada.ca/acee (numéro de référence du registre 80174). Des copies imprimées sont disponibles sur demande.

Suivez l'Agence sur Twitter : @ACEE_CEAA #ForageExploratoireBHPCanada

Le projet proposé

BHP propose de réaliser un projet de forage exploratoire dans le cadre de ses permis d'exploration extracôtière dans le bassin Orphan, situé à 325 kilomètres au nord-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet de forage exploratoire BHP Canada sera réalisé sur une période de neuf ans et permettra au promoteur d'établir la présence, la nature et les quantités de ressources potentielles d'hydrocarbures dans les zones visées par les permis d'exploration 1157 et 1158.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques de l'Agence en matière de protection de la vie privée, veuillez consulter l'avis de confidentialité sur le site Web de l'Agence à canada.ca/acee.

MOT CACHÉ

THÈME :
CAMP DE JOUR
9 LETTRES

- A** ABORDABLE
ACCOMPAGNER
ACCUEIL
ACTIVITÉS
AMI
APPRENDRE
ATELIER
AVANTAGE
- B** BAIGNADES
BAIGNÉ
BESOIN
BIEN-ÊTRE
- C** CENTRE
CHANTE
COURSE
- CRÉATIVITÉ**
CULTIVER
- D** DERNIER
DÉVELOPPE
DURÉE
- E** ENCADREMENT
ÉQUIPE
ESTIVAL
EXERCICES
EXTÉRIEUR
- F** FAIT
FICHE
FILLES
FORMER
- G** GARÇON
GROUPE
- I** IDÉE
INSCRIRE
INSCRIT
- J** JEU
JEUNE
JOIE
JOUER
JOURNÉES
- L** LOISIRS
- M** MEMBRE
MILIEU
MONDE
MONITEURS
MONITRICE
- N** NOM
- O** OBJECTIFS
ORGANISATION
- P** PARCS
PARTICIPER
PÉRIODE
PERMETTRE
PLACE
- PLAISIR**
POPULAIRE
PROJET
- Q** QUALIFIÉ
QUALITÉ
- S** SÉCURITAIRE
SEMAINE
SENS
SERVICES
SIMPLE
SPORT
STRUCTURÉ
- T** TANT
TEMPS
- TENTÉ**
TERRAIN
THÉMATIQUES
THÈME
- V** VACANCES
VENIR
VIVRE

O	E	E	N	G	I	A	B	R	E	N	G	A	P	M	O	C	C	A	S
L	R	A	S	E	C	I	V	R	E	S	E	X	T	E	R	I	E	U	R
A	T	G	T	R	E	P	I	C	I	T	R	A	P	I	D	E	E	E	I
V	T	N	A	N	U	A	P	P	R	E	N	D	R	E	N	N	N	R	S
I	E	E	E	N	L	O	A	R	E	R	E	U	A	I	S	U	O	B	I
T	M	T	L	U	I	R	C	L	O	R	E	L	B	O	E	A	E	M	O
S	R	O	P	I	C	S	P	E	N	J	I	M	O	J	L	M	R	E	L
E	E	O	N	S	E	M	A	I	N	E	E	O	R	I	L	I	V	M	D
C	P	C	P	I	I	R	E	T	U	T	E	T	D	O	I	L	I	E	U
U	U	I	N	S	T	R	I	C	I	X	R	S	A	E	F	I	V	T	R
R	O	I	U	A	M	R	C	S	E	O	E	E	B	S	N	E	S	N	E
I	R	B	N	Q	C	A	I	R	I	T	N	B	L	F	L	U	R	E	E
T	G	T	J	S	E	A	C	C	I	A	N	A	E	O	A	E	U	M	R
A	A	F	N	E	C	I	V	V	E	E	L	A	P	S	M	I	E	E	U
I	R	I	T	I	C	R	I	N	E	V	T	P	H	E	O	F	T	R	T
R	C	C	R	E	A	T	I	V	I	T	E	I	H	C	N	I	I	D	C
E	O	H	S	E	C	R	I	R	E	V	I	T	L	U	C	L	N	A	U
U	N	E	C	A	L	P	R	F	E	G	A	T	N	A	V	A	O	C	R
O	B	A	I	G	N	A	D	E	S	P	M	E	T	U	U	U	M	N	T
J	O	U	R	N	E	S	R	T	H	E	M	A	T	I	Q	U	E	S	

SOLUTION DE CE MOT CACHÉ : ANIMATEUR

JEU N° 561

SUDOKU

		7	3		8			6
4		2	7			5		
	3					9		
				6			1	
		6	4					
7		8						
	7							5
		4			9			8
9				2	4			

NIVEAU : DIFFICILE

RÈGLES DU JEU :

Vous devez remplir toutes les cases vides en plaçant les chiffres 1 à 9 une seule fois par ligne, une seule fois par colonne et une seule fois par boîte de 9 cases.

Chaque boîte de 9 cases est marquée d'un trait plus foncé. Vous avez déjà quelques chiffres par boîte pour vous aider. Ne pas oublier : **vous ne devez jamais répéter les chiffres 1 à 9 dans la même ligne, la même colonne et la même boîte de 9 cases.**

RÉPONSE DU JEU N° 561

7	9	1	4	2	5	3	8	6
8	2	3	9	7	1	6	5	9
5	6	4	3	8	9	1	7	2
4	5	6	2	3	9	8	1	7
9	3	8	7	4	1	6	5	2
2	1	7	8	6	5	4	9	3
1	8	3	5	2	4	6	9	7
3	8	3	8	3	8	3	8	3
4	6	2	7	9	1	5	8	3
1	9	7	3	5	8	2	4	6

De « se développer » à « se dépasser »

La Stratégie de croissance pour l'Atlantique peut vous aider à :

- Faire croître votre entreprise agroalimentaire
- Recruter des travailleurs qualifiés et des diplômés étrangers
- Exporter votre produit partout dans le monde
- Attirer plus de touristes

Découvrez tout ce que la Stratégie de croissance pour l'Atlantique peut faire pour vous.

PASSEZ AU NIVEAU SUPÉRIEUR
croissance-atlantique.ca



PLAN D'ACTION CULTUREL

La province reconnaît l'apport culturel des francophones

Déposé le 16 avril dernier, le plan d'action culturel provincial 2019-2024 promet de faire une plus grande place à la culture francophone.

Marilynn Guay Racicot

leur la culture francophone de Terre-Neuve et du Labrador.

Durant la période d'avril à décembre 2018, le ministère du Tourisme, de la Culture, de l'Industrie et de l'Innovation a discuté avec 280 acteurs du milieu culturel à Terre-Neuve-et-Labrador, dont la Fédération des francophones de Terre-Neuve et du

Labrador (FFTNL). En réponse à cette consultation provinciale, le Réseau culturel francophone de la FFTNL a déposé un mémoire faisant état de l'apport de la culture francophone dans l'héritage provincial.

Ce mémoire formulait deux principales recommandations: l'augmentation du financement dédié

aux acteurs du milieu culturel et l'ajout d'une reconnaissance de la communauté francophone et acadienne provinciale dans le plan culturel 2019-2024.

Le gouvernement a été à l'écoute des francophones. Cette reconnaissance, qui survient dans la foulée du 50^e anniversaire de la Loi sur les langues officielles, re-

présente une petite victoire aux yeux de Nathalie Gagnon. Cette dernière porte le dossier de la culture à la FFTNL. «C'était important pour nous que la francophonie terre-neuvienne et labradorienne soit reconnue comme groupe culturel à part entière», conclut-elle

À compter de 2020, le ministère du Tourisme, de la Culture, de l'Industrie et de l'Innovation (TCII) entend travailler de concert avec les organisations francophones de la province pour préserver et mettre en va-



Photo : RDÉE TNL

Diego Toledo est le nouveau directeur général du RDÉE TNL.

COMMUNAUTAIRE EN BREF

Le RDÉE accueille un nouveau directeur général

Diego Toledo prend les commandes du Réseau de développement économique et d'employabilité (RDÉE) de Terre-Neuve-et-Labrador. Avant de poser le pied sur le Rocher, monsieur Toledo a occupé le poste d'agent de développement économique au Conseil de développement économique des Territoires du Nord-Ouest pendant un an et demi. D'origine chilienne, il a également vécu au Québec. Il succède à Carolina Herrera, qui a occupé le poste de directrice générale de 2016 à 2019. (MGR)

NOUVELLES D'UN FIDÈLE ABONNÉ

Voyager à Terre-Neuve à travers *Le Gaboteur*

Laurent St-Martin a toujours voulu visiter Terre-Neuve. Hélas, certaines circonstances de la vie ont empêché le Québécois de réaliser son rêve. Ayant découvert l'existence du *Gaboteur*, il s'y est

abonné pour pouvoir suivre la vie terre-neuvienne et labradorienne depuis Vaudreuil-Dorion au Québec. Aujourd'hui âgé de 90 ans, il lit religieusement le journal francophone de la province, cette lecture

lui offrant un voyage bimensuel sur la grande île de l'Atlantique Nord, en français de surcroît! Décidément l'un des plus sages et fidèles abonnés du *Gaboteur*. Merci, Monsieur St-Martin! (MGR)



Photo : Courtoisie du centre Les Jardins Vaudreuil

Laurent St-Martin en compagnie du personnel de la résidence pour personnes âgées où il réside.

À L'AGENDA COMMUNAUTAIRE

Jardinage et pizza – Les vendredis 14 et 28 juin et 12 juillet, l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACSFJ) convie ses membres à des corvées conviviales dans son potager communautaire. Nouvelle formule : les jardiniers bénévoles seront récompensés de pizzas! Infos sur la page Facebook de l'ACSFJ.

Tir au pigeon d'argile – Pour souligner la fête des Pères, l'Association francophone du Labrador (AFL) organise une activité de tir au pigeon d'argile au Labrador Trap and Skeet Club de Labrador City le 15 juin. L'activité est ouverte aux membres seulement. Pour tous les détails, consultez la page Facebook de l'AFL.

AGA à St. John's et à Labrador City – L'Association francophone du Labrador (AFL) tiendra son assemblée générale annuelle le 8 juin à 16 h à la légion de Labrador City (717 Mcparland Dr.). Celle de l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACSFJ) se déroulera au Centre des Grands-Vents (65 chemin Ridge) le 13 juin à 19 h. Pour infos, consultez les pages Facebook des associations.

RECHERCHE

Les écrans, nuisibles à la santé des ados

C'est la conclusion d'une étude publiée en avril 2019 par des chercheurs de l'Université Sainte-Anne. Leur analyse établit une corrélation entre télévision, jeux vidéos et internet et baisse de la réussite scolaire, de l'activité physique, de l'estime de soi et mauvaise alimentation.



Photo : Courtoisie de Caroline Fitzpatrick

Caroline Fitzpatrick, professeure en psychologie à l'Université Sainte-Anne.

Lucas Pilleri
Francopresse

à des niveaux encore plus élevés aujourd'hui», suspecte la chercheuse.

L'étude, publiée en anglais dans l'édition de juin 2019 de la revue scientifique *Preventive Medicine Reports*, examine l'impact des écrans sur le bien-être des ados. «Le temps passé devant les écrans n'est pas un passe-temps inoffensif, sans conséquence», met en garde la chercheuse principale, Caroline Fitzpatrick, professeure en psychologie à l'Université Sainte-Anne, en Nouvelle-Écosse.

En moyenne, les adolescents canadiens passent un peu moins de 5 heures par jour sur les écrans, alors que les recommandations canadiennes sont de moins de 2 heures. Aussi, avec cette étude, Caroline Fitzpatrick espère sensibiliser le public sur les conséquences d'un usage excessif. «Les corrélations deviennent plus importantes avec les groupes de jeunes qui utilisent les médias plus de 4 heures par jour», souligne-t-elle.

Pour en arriver à ces conclusions, les chercheurs ont établi des corrélations entre le nombre d'heures passées sur différents types de médias – ordinateurs, téléphones portables ou tablettes – et des indicateurs de bien-être, à savoir la réussite scolaire, l'estime de soi, le niveau d'attachement envers l'école, la victimisation des pairs, l'activité physique et les habitudes alimentaires. Résultats : «On a trouvé des associations dans l'ensemble négatives.»

L'enjeu n'est pas mince selon la chercheuse. «Ça peut représenter un problème de santé publique. Commencer par faire moins d'exercice physique quand on est adolescent, plus tard quand on est adulte et qu'on continue sur la même trajectoire, ce sont des risques qui s'accumulent.»

D'après elle, l'usage des médias devrait se concevoir comme un régime : «Il faut les doser et les utiliser avec modération. Il faut aider les personnes à faire des choix plus sains et plus équilibrés.» Au-delà de la simple restriction du temps d'utilisation, la chercheuse encourage une diversification des activités chez les jeunes. «Il faut s'assurer qu'il y a d'autres activités enrichissantes dans la vie des jeunes», avise-t-elle.

Que du mauvais dans les écrans ?

Malgré tout, la chercheuse n'exclut pas les effets positifs des médias. Le temps passé pour accomplir des travaux scolaires ne compte d'ailleurs pas dans les effets négatifs. De même, leur usage peut alimenter la curiosité des jeunes, entretenir les relations amicales et familiales via les applications de *chat* telles que Skype, voire même briser l'isolement. «Internet est un outil qui peut créer des connexions et des communautés virtuelles qui peuvent venir en aide à certains jeunes, comme les jeunes LGBTQ en milieu rural.»

Bien que l'étude ne se penche pas sur le type de contenus consul-

tés, les chercheurs émettent l'hypothèse «que certains contenus sont plus dommageables que d'autres». En outre, les causes des corrélations observées

jeunes avec moins d'estime, qui font moins d'exercice et qui ont de moins bons résultats scolaires se tournent vers les écrans», concède Caroline Fitzpatrick,

En moyenne, les adolescents canadiens passent un peu moins de 5 heures par jour sur les écrans, alors que les recommandations canadiennes sont de moins de 2 heures.

restent à élucider : «On ne sait pas toujours si A cause B, ou si B cause A. Il est possible que les

qui tentera désormais de répliquer les résultats de cette étude avec des données québécoises.

Le Gaboteur magazine

Sous vos yeux
ou dans vos mains
le 17 juin 2019

Le Gaboteur, le journal, vous revient le 9 septembre 2019



Agence canadienne
d'évaluation environnementale

Canadian Environmental
Assessment Agency

Projet de forage exploratoire Tilt Cove Période de consultation publique

Le 27 mai 2019 — L'Agence canadienne d'évaluation environnementale (l'Agence) doit décider si une évaluation environnementale fédérale est requise pour le projet de forage exploratoire Tilt Cove, situé au sud-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador.

En vue de prendre une décision éclairée, l'Agence invite le public et les groupes autochtones à formuler des commentaires sur le projet et ses effets potentiels sur l'environnement, tels qu'ils sont décrits dans le résumé de la description de projet.

Tous les commentaires reçus seront considérés comme publics. Les commentaires écrits dans l'une ou l'autre des langues officielles doivent être envoyés **au plus tard le 16 juin 2019** à :

Projet de forage exploratoire Tilt Cove
Agence canadienne d'évaluation environnementale
10, Barters Hill, bureau 301
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 6M1
Téléphone : 709-725-2725
Courriel : CEAA.TiltCove.ACEE@canada.ca

Pour visualiser le résumé de la description du projet ou pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez consulter le site Web de l'Agence à canada.ca/acee (numéro de référence du registre 80177). Des copies imprimées sont disponibles sur demande.

Suivez l'Agence sur Twitter : @ACEE_CEEA #ForageExploratoireTiltCove

Le projet proposé

Suncor Energy Inc. propose de réaliser un projet de forage exploratoire dans le cadre de son permis d'exploration extracôtière dans le bassin Jeanne d'Arc, situé à environ 300 kilomètres au sud-est de St. John's, à Terre-Neuve-et-Labrador, dans l'océan Atlantique. Tel qu'il est proposé, le projet de forage exploratoire Tilt Cove sera réalisé sur une période de neuf ans et permettra au promoteur d'établir la présence, la nature et les quantités de ressources potentielles d'hydrocarbures dans les zones visées par le permis d'exploration 1161.

Pour de plus amples renseignements sur les politiques de l'Agence en matière de protection de la vie privée, veuillez consulter l'avis de confidentialité sur le site Web de l'Agence à canada.ca/acee.

PHOTOREPORTAGE

Grands et petits cuistots aux fourneaux des Grands-Vents

Pastels de bananes plantain au poisson et jus de bissap. Vous connaissez ces mets africains? Une douzaine d'enfants de Saint-Jean en ont raffolé le 11 mai dernier. Plus encore, ils les ont cuisinés.

Jacinthe Tremblay
Texte et photos

En compagnie de leurs mamans ou d'une adulte proche, ces enfants participaient à la plus récente des activités Petits cuistots proposées depuis 2018 par l'Association communautaire francophone de Saint-Jean (ACSFJ) grâce au sou-

tien financier de la Fédération des parents francophones de Terre-Neuve et du Labrador.

«Le but des Petits cuistots est de passer du bon temps parents-enfants et de valoriser les compétences des enfants pour faire la cuisine», résume la coordonnatrice de cette activité pour l'ACFSJ, Clare Wilcox. «Trop

souvent, parce qu'on a pas le temps, on ne met pas en valeur cette capacité des enfants. Aux Petits cuistots, on prend le temps», ajoute-t-elle.

En choisissant les mets de ces activités, Clare Wilcox a rapidement misé sur la diversité des origines de la population francophone de St. John's et de sa région. «Il

y a une telle richesse de cuisines du monde et de coutumes pour préparer les plats! On en a profité pour les Petits cuistots et aussi pour des ateliers de cuisine offerts à l'école des Grands-Vents», a-t-elle souligné.

Le 11 mai, les Petits cuistots ont préparé des mets de la Côte d'Ivoire. Depuis 2018, ils ont pratiquement fait le tour du monde,

visitant les cuisines du Maroc, du Moyen-Orient, d'Israël, de Corée, du Japon et de France, entre autres.

Prochain rendez-vous des Petits cuistots: 16 juin 2019

Pour information: acfsj.ca



Clare Wilcox est la coordonnatrice des Petits cuistots de l'ACFSJ et Mélyny Otis anime régulièrement cette activité.



Sofia épluche les bananes plantain qui, une fois écrasées et mélangées à un peu de farine, formeront des pastels enveloppant le poisson.



Laylal et sa maman Manal font frire le mélange d'oignons et de thon sous le regard attentif de Juliette, bénévole aux Petits cuistots.



Dégustation, rires et un peu de bousculade sur être sur la photo.



Léa a craqué pour ce breuvage au programme des Petits cuistots, ses belles moustaches rouges en sont la preuve. Elles disparaissent toutefois très facilement avec un peu d'eau.

Coup de foudre pour le jus de bissap!

Ingrédients

1 litre d'eau
200 grammes de feuilles d'hibiscus séchées
1 ananas
Gingembre (facultatif)

Préparation

1. Éplucher l'ananas et le découper en morceaux.
2. Retirer la peau du gingembre et le couper en petits dés.
3. Rincer les fleurs d'hibiscus et les faire bouillir pendant 20 minutes.
4. Filtrer le mélange d'eau et d'hibiscus et laisser refroidir.
5. Pour garder toutes les vitamines de l'ananas, le mélanger avec le gingembre avec un mixeur (blender) ou un robot culinaire
6. mélanger le jus d'ananas et de gingembre avec le jus d'hibiscus
7. Réserver au frais pendant une heure ou deux. (Vous pouvez aussi boire le jus de bissap chaud) Gardez le jus au froid... s'il en reste.